

L'an deux mille dix-neuf, le neuf décembre, le Comité Syndical du Syndicat Mixte Intermodal de Nouvelle-Aquitaine, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire sous la Présidence de **M. Renaud LAGRAVE**, son Président,

Nombre de délégués : 22

Nombre de voix : 66

Présents titulaires (20) :

Monsieur Gilles BEGOUT pour Limoges Métropole

Monsieur Claude CAPERAN pour le Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités

Monsieur Christophe CATHUS pour la Région Nouvelle Aquitaine

Monsieur Gaëtan DE TROGOFF pour la Communauté d'agglomération du Bocage Bressuirais

Madame Brigitte DESVEAUX pour la Communauté d'agglomération de La Rochelle

Monsieur Guy DEWEVRE pour la Communauté d'agglomération du Grand Cognac

Monsieur Christophe DUPRAT pour Bordeaux Métropole

Monsieur André DUVIGNAU pour la Communauté d'agglomération du Grand Dax

Monsieur Jacky EMON pour la Région Nouvelle Aquitaine

Monsieur Jean-Pierre ETCHEGARAY pour le Syndicat des Mobilités Pays Basque Adour

Madame Anne GERARD pour la Communauté Urbaine du Grand Poitiers

Monsieur Renaud LAGRAVE pour la Région Nouvelle Aquitaine

Monsieur Alain LECOINTE pour la Communauté d'agglomération du Niortais

Madame Claude MELLIER pour Bordeaux Métropole

Monsieur Jacques MIGOZZI pour Limoges Métropole

Madame Christine MOEBS pour la Région Nouvelle Aquitaine

Monsieur Jacques MORISSET pour la Communauté d'agglomération du Niortais

Monsieur Nicolas PATRIARCHE pour le Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités

Monsieur Jean -Claude SAUBION pour la Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud

Monsieur Alain SOULIE pour la Communauté d'agglomération Rochefort Océan

Présents suppléants (2) :

Monsieur Philippe BUISSON pour la Communauté d'agglomération du Libournais

Monsieur Jean-Guy PERRIERE pour la Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord

Pouvoirs (6) :

Madame Claire MORY à Monsieur Christophe CATHUS, Monsieur Christian PRADAYROL à Monsieur Jacques MIGOZZI, Monsieur Michel COUZIGOU à Monsieur Christophe DUPRAT, Monsieur Jean-François LARENAUDIE à Monsieur Gilles BEGOUT, Monsieur Bertrand TORTIGUE à Monsieur Jean-Claude SAUBION, Madame Claude OLIVE à Monsieur Jean-Pierre ETCHEGARRAY.

Secrétaire de séance Site de Bordeaux :

Monsieur Jacky EMON est désigné à l'unanimité pour remplir les fonctions de secrétaire de séance sur le Site de Bordeaux, ce qu'il accepte.

Secrétaire-assistant de séance Site de Limoges :

Monsieur Jacques MIGOZZI est désigné à l'unanimité pour remplir les fonctions de secrétaire-assistant de séance sur le site de Limoges, ce qu'il accepte.

Secrétaire-assistant de séance Site de Niort :

Monsieur Gaëtan DE TROGOFF est désigné à l'unanimité pour remplir les fonctions de secrétaire-assistant de séance sur le site de Niort, ce qu'il accepte.

Secrétaire-assistant de séance Site de Pau :

Monsieur Claude CAPERAN est désigné à l'unanimité pour remplir les fonctions de secrétaire-assistant de séance sur le site de Pau, ce qu'il accepte.

Secrétaire-assistant de séance Site de Poitiers :

Monsieur Guy DEWEVRE est désigné à l'unanimité pour remplir les fonctions de secrétaire-assistant de séance sur le site de Poitiers, ce qu'il accepte.

DELIBERATION 2019_36

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du Préfet de la Gironde portant création du Syndicat Mixte Intermodal de Nouvelle-Aquitaine,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Intermodal de Nouvelle-Aquitaine,

Vu la délibération 2018_09 : "Cession de marchés" du Syndicat Mixte Intermodal de Nouvelle-Aquitaine,

Considérant les retours des réseaux partenaires et des usagers sur le Système d'Information Multimodal Modalis, qui soulignent la nécessité de mieux afficher les points d'intérêts (commerces, services administratifs, sites touristiques...) dans la recherche d'itinéraires et d'horaires, pour améliorer la qualité de service,

Considérant la stratégie de court et moyen-long terme envisagée par Nouvelle-Aquitaine Mobilités pour répondre à ses attentes, à savoir :

- A court terme, tester une prestation Google : solution efficace et rapide à mettre en service, avec un déploiement début 2020, mais questionnant le budget à long terme ;

- A moyen-long terme, construire un partenariat avec d'autres prestataires permettant une maîtrise des coûts, mais nécessitant un temps de développement et de tests techniques.

Considérant que la première phase du projet nécessite une prestation supplémentaire relative à l'intégration des points d'intérêt Google dans Modalis, mise en œuvre par le prestataire Instant System,

Considérant le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) du marché "Système d'information multimodal de Nouvelle-Aquitaine" et son article 5 relatifs aux prix, qui prévoit la possibilité d'intégrer des prix nouveaux au Bordereau de Prix Unitaires (BPU) par voie d'avenant,

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical décide à l'unanimité :

- **d'approuver le recours à une prestation Google dans un premier temps et la construction d'un partenariat avec d'autres sociétés dans un second temps ;**
- **d'approuver en conséquence la prestation supplémentaire relative à l'intégration des points d'intérêt Google mise en œuvre par le prestataire Instant System et la signature de l'avenant au marché correspondant ;**
- **d'autoriser le Président à prendre tous les actes et mesures nécessaires à l'application de la présente délibération.**

**Le Président,
Renaud LAGRAVE,**

Délais et voies de recours contentieux :

Recours gracieux ou recours contentieux : à effectuer dans un délai de 2 mois à compter de la notification des actes individuels ou collectifs ou de la publication des actes réglementaires. Le recours gracieux doit être adressé à l'autorité signataire/ Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux suivant la réponse de l'autorité signataire. L'absence de réponse à l'issue de 2 mois vaudra refus implicite et fera à nouveau courir le délai de recours contentieux. Le recours contentieux peut être directement au Tribunal Administratif. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr